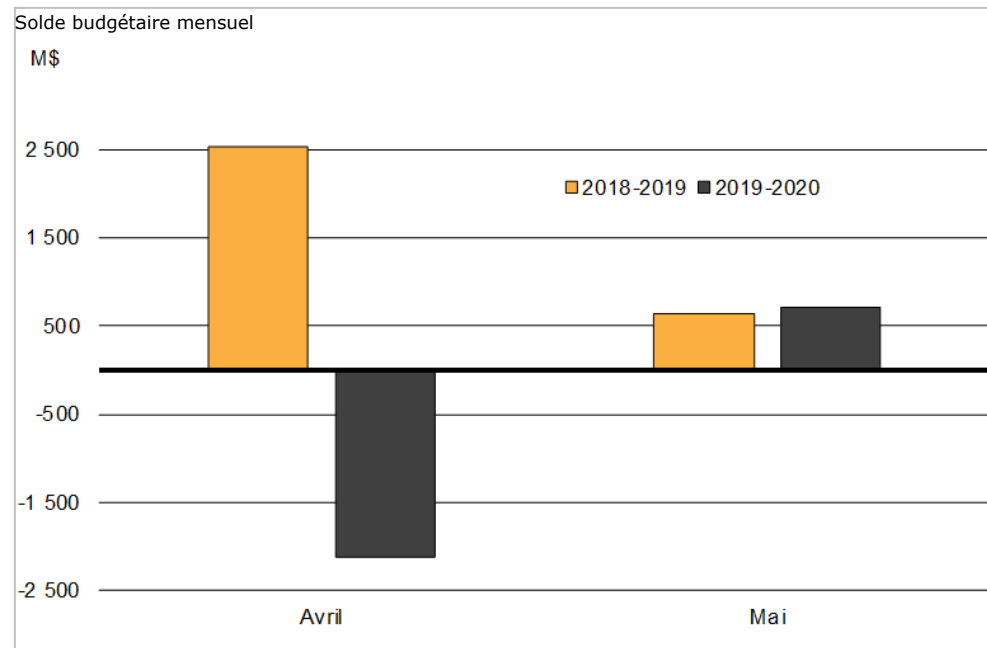


La revue financière Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Avril et mai 2019

Les deux premiers mois de l'exercice 2019-2020 (avril et mai) se sont soldés par un déficit budgétaire de 1,4 milliard de dollars, comparativement à un excédent de 3,2 milliards pour la même période de 2018-2019. Un déficit de 2,1 milliards a été enregistré au mois d'avril, puis un excédent de 0,7 milliard en mai.



Au total pour ces deux mois, les revenus ont augmenté de 2,3 milliards de dollars (4,2 %), en grande partie en raison de la hausse des revenus fiscaux et des autres revenus. Les charges de programmes ont augmenté de 6,3 milliards (13,5 %), en grande partie sous l'effet de la hausse des principaux transferts aux autres administrations et des charges de programmes directes. Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,6 milliard (13,3 %), ce qui s'explique par des rajustements plus importants apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'indice des prix à la consommation (IPC) et par la hausse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours des bons du Trésor.

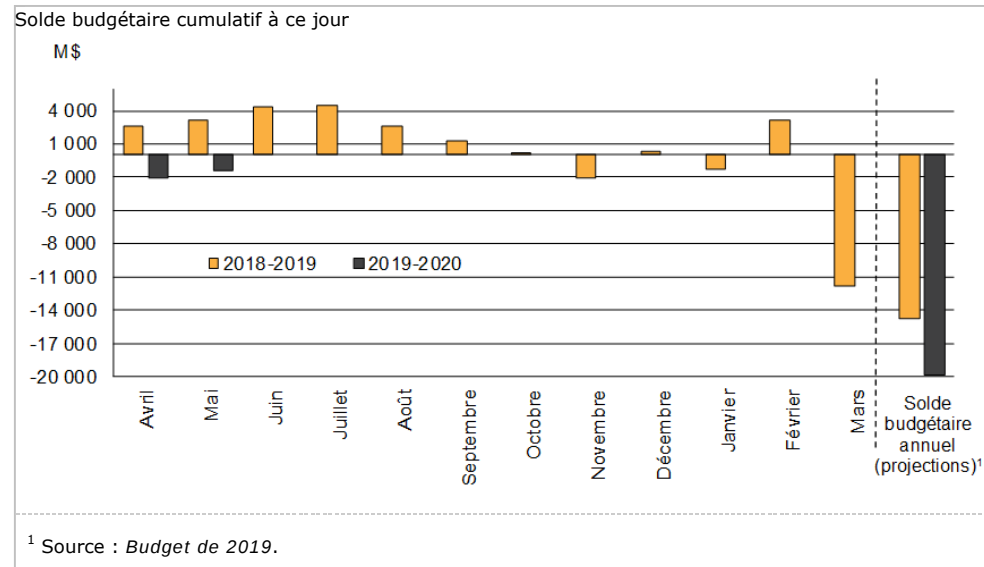


Tableau 1 État sommaire des opérations (M\$)						
	Avril		Mai		Avril et mai	
	2018 Redressés ¹	2019	2018 Redressés ¹	2019	2018-2019 Redressés ¹	2019-2020
Opérations budgétaires						
Revenus	28 719	28 926	25 511	27 590	54 230	56 516
Charges						
Charges de programmes	-24 061	-28 731	-22 800	-24 455	-46 861	-53 186
Frais de la dette publique	-2 120	-2 315	-2 067	-2 428	-4 187	-4 743
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	2 538	-2 120	644	707	3 182	-1 413
Opérations non budgétaires	-4 093	-3 703	1 150	-2 394	-2 943	-6 097
Ressources ou besoins financiers	-1 555	-5 823	1 794	-1 687	239	-7 510
Variation nette dans les activités de financement	9 472	11 715	3 651	5 342	13 123	17 057
Variation nette dans l'encaisse	7 917	5 892	5 445	3 655	13 362	9 547
Encaisse à la fin de la période					51 038	49 551
Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.						
¹ Certains résultats de l'exercice précédent ont été redressés de façon à prendre en compte des changements à la convention comptable. Pour plus de détails, voir la note 8 à la fin du présent document.						

Revenus

Pour la période d'avril et mai, les revenus ont augmenté de 2,3 milliards de dollars (4,2 %) en 2019-2020 pour s'établir à 56,5 milliards.

- Les revenus fiscaux ont augmenté de 1,6 milliard de dollars (3,6 %), principalement sous l'effet de la hausse des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers et des sociétés.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 26 millions de dollars (0,6 %).
- Les autres revenus, qui comprennent les bénéfices nets des sociétés d'État entreprises, les revenus des sociétés d'État consolidées, le produit de la vente de biens et de services, le rendement des investissements, les revenus nets sur opérations de change et les revenus divers, ont augmenté de 0,6 milliard de dollars (13,7 %).

¹ Certains résultats de l'exercice précédent ont été redressés de façon à prendre en compte un changement à la convention comptable. Pour plus de détails, voir la note 8 à la fin du présent document.

Charges

Pour la période d'avril et mai de l'exercice 2019-2020, les charges de programmes ont totalisé 53,2 milliards de dollars, soit 6,3 milliards (13,5 %) de plus que pour la même période de l'exercice précédent.

- Les principaux transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi et les prestations pour enfants, ont progressé de 0,5 milliard de dollars (2,9 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,4 milliard (5,0 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées. Les prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,1 milliard (2,1 %). Les prestations pour enfants ont diminué de 42 millions (1,0 %).
- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 3,0 milliards de dollars (24,2 %), en raison principalement des augmentations prévues par la loi du Transfert canadien en matière de santé, du Transfert canadien en matière de programmes sociaux, des transferts de péréquation et des transferts aux territoires ainsi que de la hausse des versements des transferts relatifs aux soins à domicile et aux soins de santé mentale, de même que des charges de 1,9 milliard découlant de la nouvelle entente concernant la rente garantie par des dividendes du projet Hibernia, entente conclue le 1er avril 2019 par le Canada et Terre-Neuve-et-Labrador.
- Les charges de programmes directes ont augmenté de 2,9 milliards de dollars (15,4 %). Parmi les charges de programmes directes :
 - Le retour des produits de la redevance sur les combustibles prend en compte 1,1 milliard de dollars en paiements dans le cadre du nouveau système fédéral de tarification de la pollution par le carbone.
 - Les autres paiements de transfert ont augmenté de 0,8 milliard de dollars (14,4 %), sous l'effet de la hausse des paiements constatée par un certain nombre de ministères.
 - Les charges de fonctionnement des ministères, des organismes, des sociétés d'État consolidées et des autres entités du gouvernement ont augmenté de 1,0 milliard de dollars (7,5 %), en partie sous l'effet de la hausse des coûts liés au personnel.

Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,6 milliard de dollars (13,3 %), ce qui s'explique par des rajustements plus importants apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'IPC ainsi que par la hausse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours des bons du Trésor.

Tableau 3 Charges							
	Avril		Mai		Avril et mai		
	2018 Redressés ¹	2019	2018 Redressés ¹	2019	2018-2019 Redressés ¹	2019- 2020	Variation
	(M\$)		(M\$)		(M\$)		(%)
Principaux transferts aux particuliers							
Prestations aux aînés	4 281	4 527	4 382	4 573	8 663	9 100	5,0
Prestations d'assurance-emploi	1 923	1 817	1 196	1 366	3 119	3 183	2,1
Prestations pour enfants	2 021	2 005	2 057	2 031	4 078	4 036	-1,0
Total	8 225	8 349	7 635	7 970	15 860	16 319	2,9
Principaux transferts aux autres administrations							
Transfert canadien en matière de santé	3 216	3 365	3 215	3 364	6 431	6 729	4,6
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	1 180	1 216	1 180	1 215	2 360	2 431	3,0
Péréquation	1 580	1 653	1 580	1 653	3 160	3 306	4,6
Formule de financement des territoires	605	631	606	632	1 211	1 263	4,3
Fonds de la taxe sur l'essence	0	0	0	0	0	0	s.o.
Transferts relatifs aux soins à domicile et de santé mentale	17	530	0	20	17	550	3 135,3
Autres arrangements fiscaux ²	-416	1 480	-416	-425	-832	1 055	226,8
Total	6 182	8 875	6 165	6 459	12 347	15 334	24,2
Charges de programmes directes							
Retour des produits de la redevance sur les combustibles	0	779	0	331	0	1 110	s.o.
Autres paiements de transfert	3 451	3 830	1 953	2 354	5 404	6 184	14,4
Autres charges de programmes directes	6 203	6 898	7 047	7 341	13 250	14 239	7,5
Total des charges de programmes directes	9 654	11 507	9 000	10 026	18 654	21 533	15,4
Total des charges de programmes	24 061	28 731	22 800	24 455	46 861	53 186	13,5
Frais de la dette publique	2 120	2 315	2 067	2 428	4 187	4 743	13,3
Total des charges	26 181	31 046	24 867	26 883	51 048	57 929	13,5

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

¹ Certains résultats de l'exercice précédent ont été redressés de façon à prendre en compte des changements à la convention comptable. Pour plus de détails, voir la note 8 à la fin du présent document.

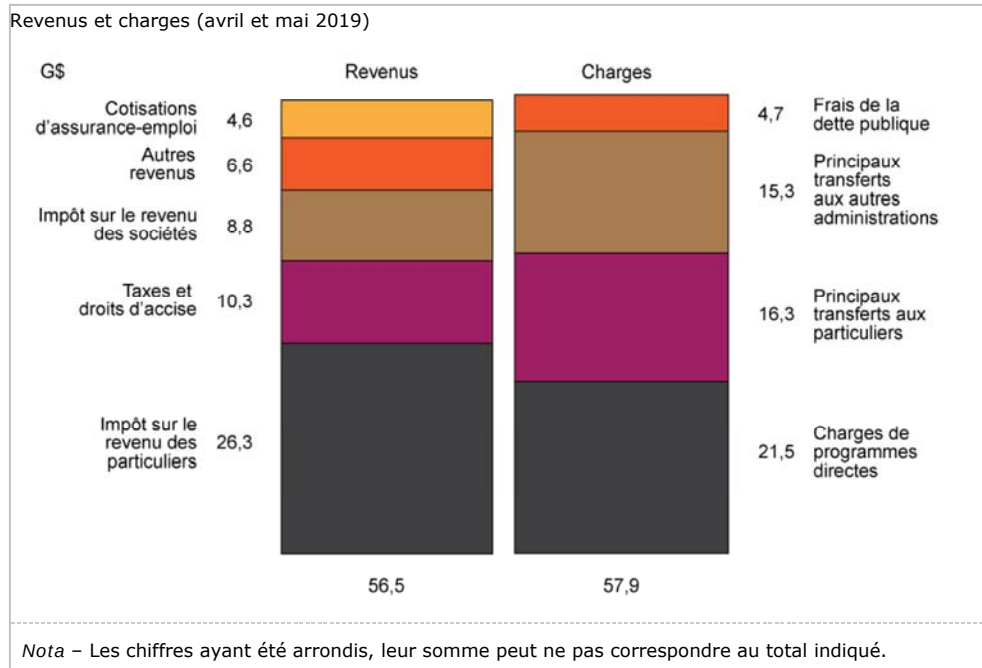
² Les autres arrangements fiscaux comprennent : le recouvrement ayant trait aux allocations pour les jeunes et les paiements de remplacement pour les programmes permanents, qui représentent les sommes recouvrées du Québec à l'égard d'un transfert de points d'impôt; les subventions législatives; les paiements liés aux accords de 2005 sur les ressources extracôtières; les paiements aux provinces relativement à l'organisme commun de réglementation des valeurs mobilières; les transferts effectués en vertu de l'Entente concernant la rente garantie par des dividendes du projet Hibernia conclue avec Terre-Neuve-et-Labrador; et d'autres éléments.

Le tableau suivant présente les charges totales selon les principaux articles de charges.

Tableau 4 Total des charges, par article de charges							
	Avril		Mai		Avril et mai		
	2018 Redressés ¹	2019	2018 Redressés ¹	2019	2018-2019 Redressés ¹	2019- 2020	Variation
	(M\$)		(M\$)		(M\$)		(%)
Paievements de transfert	17 858	21 833	15 753	17 114	33 611	38 947	15,9
Autres charges							
Personnel	4 116	4 370	4 562	4 874	8 678	9 244	6,5
Transports et communications	66	68	223	214	289	282	-2,4
Information	5	6	20	20	25	26	4,0
Services professionnels et spéciaux	227	394	635	655	862	1 049	21,7
Location	311	221	270	324	581	545	-6,2
Réparation et entretien	59	83	121	156	180	239	32,8
Services publics, fournitures et approvisionnements	115	97	197	214	312	311	-0,3
Autres subventions et charges	884	1 225	602	449	1 486	1 674	12,7
Amortissement des immobilisations corporelles	412	427	409	427	821	854	4,0
Perte nette sur cession de biens	8	7	8	8	16	15	-6,3
Total des autres charges	6 203	6 898	7 047	7 341	13 250	14 239	7,5
Total des charges de programmes	24 061	28 731	22 800	24 455	46 861	53 186	13,5
Frais de la dette publique	2 120	2 315	2 067	2 428	4 187	4 743	13,3
Total des charges	26 181	31 046	24 867	26 883	51 048	57 929	13,5

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

¹ Certains résultats de l'exercice précédent ont été redressés de façon à prendre en compte des changements à la convention comptable. Pour plus de détails, voir la note 8 à la fin du présent document.



Besoins financiers de 7,5 milliards de dollars d'avril à mai 2019

Le solde budgétaire est présenté selon la méthode de la comptabilité d'exercice, les revenus et les charges de l'État étant constatés au moment où les revenus sont gagnés et les charges sont engagées, peu importe le moment où surviennent les rentrées et les sorties de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les rentrées et les sorties de fonds de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des investissements de l'État par voie d'acquisition d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, dont le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Compte tenu du déficit budgétaire de 1,4 milliard de dollars et des besoins de 6,1 milliards au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril et mai 2019 s'est soldée par des besoins financiers de 7,5 milliards, comparativement à des ressources financières de 0,2 milliard pour la même période de l'exercice précédent.

Tableau 5 Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers (M\$)						
	Avril		Mai		Avril et mai	
	2018 Redressés ¹	2019	2018 Redressés ¹	2019	2018-2019 Redressés ¹	2019-2020
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	2 538	-2 120	644	707	3 182	-1 413
Opérations non budgétaires						
Créditeurs, charges à payer et débiteurs	-5 233	-1 338	610	-1 241	-4 623	-2 579
Régimes de retraite, autres avantages futurs et autres passifs	359	713	425	618	784	1 331
Comptes d'opérations de change	1 239	-2 435	1 219	-1 109	2 458	-3 544
Prêts, placements et avances	-701	-1 019	-1 084	-593	-1 785	-1 612
Actifs non financiers	243	376	-20	-69	223	307
Total des opérations non budgétaires	-4 093	-3 703	1 150	-2 394	-2 943	-6 097
Ressources ou besoins financiers	-1 555	-5 823	1 794	-1 687	239	-7 510
Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.						
¹ Certains résultats de l'exercice précédent ont été redressés de façon à prendre en compte des changements à la convention comptable. Pour plus de détails, voir la note 8 à la fin du présent document.						

Activités nettes de financement en hausse de 17,1 milliards de dollars

L'État a couvert ces besoins financiers de 7,5 milliards de dollars et augmenté ses soldes de trésorerie de 9,5 milliards en augmentant la dette non échue de 17,1 milliards. L'accroissement de la dette non échue a principalement été opéré par l'émission d'obligations négociables et de bons du Trésor.

Le niveau de l'encaisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs tels que les échéances périodiques d'importantes émissions de titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre. À la fin du mois de mai 2019, les soldes de trésorerie s'élevaient à 49,6 milliards de dollars, soit 1,5 milliard de moins qu'à la fin de mai 2018.

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Nota

1. *La revue financière* est un rapport sur les résultats financiers consolidés du gouvernement du Canada, préparé tous les mois par le ministère des Finances. Le gouvernement s'est engagé à publier *La revue financière* en temps opportun, conformément à la Norme spéciale de diffusion des données Plus du Fonds monétaire international, qui est conçue pour promouvoir la transparence des données des pays membres et favoriser le développement de systèmes statistiques rigoureux.
2. Les résultats déclarés dans *La revue financière* sont tirés des comptes du Canada tenus par le receveur général. C'est le même système qui sert à préparer chaque année les *Comptes publics du Canada*.
3. *La revue financière* est généralement préparée conformément aux conventions comptables servant à préparer les états financiers consolidés annuels du gouvernement, qui sont résumés dans la section 2 du volume I des *Comptes publics du Canada*, accessibles sur le site Web de Services publics et Approvisionnement Canada.
4. Les résultats financiers présentés dans *La revue financière* n'ont pas fait l'objet d'un audit ou d'un examen par un auditeur externe.
5. Il peut y avoir une importante variation des résultats mensuels en raison du calendrier des rentrées et de la constatation des dépenses. Par exemple, une grande part des dépenses du gouvernement est habituellement consignée dans l'édition de mars de *La revue financière*.
6. Les résultats d'avril à mars présentés dans *La revue financière* ne constituent pas les résultats définitifs pour l'ensemble de l'exercice. Les résultats définitifs, publiés dans les *Comptes publics du Canada* annuels, intègrent les ajustements de fin d'exercice apportés après le mois de mars, une fois que d'autres renseignements sont connus, dont la comptabilisation des revenus fiscaux en fonction des cotisations établies à l'égard des déclarations de revenus et les ajustements relatifs à l'évaluation des actifs et des passifs. Les ajustements apportés après le mois de mars peuvent aussi comprendre la comptabilisation de mesures annoncées dans le budget qui sont consignées une fois que la loi d'exécution pertinente reçoit la sanction royale.
7. L'État condensé de l'actif et du passif est inclus dans *La revue financière* mensuelle après la mise au point et la publication des résultats financiers définitifs du gouvernement de l'exercice précédent, habituellement à l'automne.
8. Changements comptables et redressements

Pour faciliter les comparaisons, les résultats financiers mensuels de l'exercice 2018-2019 présentés dans *La revue financière* ont été redressés de façon à tenir compte de deux changements à la convention comptable.

Modification de la méthode de calcul des taux d'actualisation

Lors de la préparation des résultats définitifs de l'exercice 2017-2018, le gouvernement a appliqué un changement dans la méthode de calcul des taux d'actualisation utilisés pour évaluer ses obligations au titre des prestations de retraite non capitalisées. Ce changement a donné lieu à une hausse de 6 millions de dollars de l'excédent budgétaire au 31 mai 2018. Des précisions au sujet de ce changement à la convention comptable se trouvent à la note 3 des états financiers consolidés condensés publiés dans le *Rapport financier annuel du gouvernement du Canada de 2017-2018*, lequel est affiché sur le site Web du ministère des Finances du Canada.

Corporation commerciale canadienne

En 2018-2019, la Corporation commerciale canadienne a déterminé qu'elle agissait à titre de mandataire dans ses opérations d'échanges commerciaux. Par conséquent, les revenus et les charges, ainsi que les soldes des actifs et des passifs connexes découlant de ces opérations, ne sont plus consolidés dans les résultats financiers du gouvernement. Ce changement à la convention comptable n'a aucune incidence nette sur le solde budgétaire, puisqu'une réduction équivalente des dépenses compense la baisse des revenus du gouvernement. De même, ce changement à la convention comptable n'a aucune incidence nette sur la dette fédérale, puisqu'une réduction équivalente des passifs compense la baisse des actifs du gouvernement.

Le tableau qui suit fournit un aperçu des redressements des résultats financiers de l'exercice 2018-2019.

Tableau 7 Sommaire des redressements (M\$)					
	Charges de programmes	Frais de la dette publique	Autres revenus	Solde budgétaire (déficit ou excédent)	Opérations non budgétaires
Avril 2018					
Publiés antérieurement	-24 070	-2 320	2 273	2 535	-4 090
Effet du changement à la convention comptable					
Modification de la méthodologie du taux d'actualisation	-197	200	s.o.	3	-3
Corporation commerciale canadienne	206	s.o.	-206	0	s.o.
Redressés	-24 061	-2 120	2 066	2 538	-4 093
Mai 2018					
Publiés antérieurement	-22 809	-2 267	2 596	641	1 153
Effet du changement à la convention comptable					
Modification de la méthodologie du taux d'actualisation	-197	200	s.o.	3	-3
Corporation commerciale canadienne	206	s.o.	-206	0	s.o.
Redressés	-22 800	-2 067	2 391	644	1 150
D'avril à mai 2018					
Publiés antérieurement	-46 879	-4 587	4 869	3 176	-2 937
Effet du changement à la convention comptable					
Modification de la méthodologie du taux d'actualisation	-394	400	s.o.	6	-6
Corporation commerciale canadienne	412	s.o.	-412	0	s.o.
Redressés	-46 861	-4 187	4 457	3 182	-2 943
Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.					

Nota – Sauf avis contraire, les variations des résultats financiers sont celles d'une année sur l'autre.

Pour tout renseignement concernant cette publication, veuillez communiquer avec Bradley Recker au 613-369-5667.

Juillet 2019

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada (2019)

Tous droits réservés

Toute demande de permission pour reproduire ce document en tout ou en partie doit être adressée au ministère des Finances Canada.

This publication is also available in English.

No de cat. : F12-4F-PDF

ISSN : 1487-0134